

Convention collective

IDCC : 9573. – **EXPLOITATIONS DE POLYCLTURE ET D'ÉLEVAGE ET CUMA
(MOSELLE)**
(17 mai 1977)

(Étendue par arrêté du 28 janvier 1980,
Journal officiel du 21 février 1980)

AVENANT N° 30 DU 6 JUILLET 2007

NOR : *AGRS0897035M*
IDCC : 9573

Entre :

La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles ;
La fédération départementale des CUMA de la Moselle,

D'une part, et

L'union départementale des syndicats FO ;
L'union départementale des syndicats CFTC ;
Le syndicat général de l'agriculture CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Il est créé une annexe VI rédigée comme suit :

ANNEXE VI

**Convention collective de travail des exploitations
de polyculture et d'élevage de la Moselle**

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES CONCERNANT LE PERSONNEL
RELEVANT D'ACTIVITÉS AGRI-TOURISTIQUES

Article 1^{er}

Champ d'application

La présente annexe complète ou adapte, en ce qui concerne les salariésoc-cupés exclusivement dans les structures agri-touristiques et dans les activités de vente directe, de diversification, les dispositions de la convention col

lective de travail du 15 mai 1977 concernant les exploitations de polyculture et d'élevage et des CUMA de la Moselle.

Les autres dispositions de cette convention collective continuent à s'appliquer à ces salariés pour les matières qui ne sont pas traitées par la présente annexe.

Celle-ci s'applique aux établissements de toute nature (dirigés par l'exploitant agricole) ayant pour objet la transformation, le conditionnement et la commercialisation de produits agricoles lorsque ces activités constituent le prolongement de l'acte de production ainsi qu'aux structures d'accueil touristique ou pédagogiques qui ont pour support l'exploitation agricole à l'exclusion des centres équestres.

Article 2

Classification des emplois agri-touristiques et de diversification

Niveau I. – Emplois d'exécutant

Echelon A : emploi comportant des tâches d'exécution simple, parfois répétitives ne nécessitant aucune connaissance particulière ni aucune expérience professionnelle particulière. Ces tâches sont exécutées selon des consignes précises sans avoir à faire preuve d'initiative.

Exemples d'activité ou d'emploi correspondant à cet échelon : plonge, aide de cuisine, aide à la transformation de produits fermiers, ménage, commis de salle...

Echelon B : emploi comportant des tâches sans difficulté particulière, dont l'exécution requiert toutefois un temps d'adaptation nécessaire à la maîtrise des savoir-faire. Ces tâches sont exécutées selon des consignes précises et ne nécessitent que peu d'initiative de la part du titulaire.

Exemples d'activité ou d'emploi correspondant à cet échelon : accueil, employé de salle...

Niveau II. – Emplois spécialisés

Echelon A : emploi comportant des tâches d'exécution plus complexes nécessitant plus d'initiative et une bonne maîtrise des savoir-faire. L'exécution des tâches est réalisée à partir de consignes plus générales.

Exemples d'activité ou d'emploi correspondant à cet échelon : préparation et entretien des chevaux, encaissements...

Echelon B : emploi comportant la participation occasionnelle à des travaux qualifiés. Le titulaire de l'emploi a la responsabilité du matériel dont il a la charge et doit en assurer l'entretien courant selon des consignes données.

Exemples d'activité ou d'emploi correspondant à cet échelon : second de cuisine, vente de produits fermiers...

Emploi correspondant au référentiel CAPA ou équivalent.

Niveau III. – Emplois qualifiés

Echelon A : emploi comportant l'exécution d'opérations qualifiées nécessitant une certaine autonomie dans le cadre d'instructions reçues. Le titulaire

de l'emploi est responsable de la bonne exécution de son travail et prend les initiatives nécessaires suivant les conditions particulières rencontrées sur le terrain.

Dans l'accomplissement de sa tâche, le titulaire de l'emploi peut être assisté d'autres salariés dont il guide le travail grâce à ses connaissances et son expérience professionnelle.

Exemples d'activité ou d'emploi correspondant à cet échelon : cuisinier, animateur équestre et pédagogique, responsable de salle, responsable de la transformation de produits fermiers, gestion des stocks...

Echelon B : emploi comportant l'exécution d'opérations qualifiées plus larges. Le titulaire dispose d'une plus grande autonomie quant à l'organisation de son travail dans le cadre des instructions données. Il prend les dispositions nécessaires pour s'adapter aux changements survenant lors de l'exécution du travail.

Emploi correspondant au référentiel BEPA ou équivalent.

Niveau IV. – Emplois hautement qualifiés

Echelon A : emploi comportant l'organisation et l'exécution du travail dont le titulaire assume la responsabilité dans le cadre de directives périodiques données, concernant les indications générales sur la planification du travail et les résultats attendus.

Il exige des connaissances et une expérience professionnelle éprouvées permettant de participer aux décisions techniques, de réaliser une utilisation optimale des moyens mis à disposition, d'observer, d'apprécier, de diagnostiquer et d'en rendre compte à l'encadrement ou au chef d'entreprise.

Echelon B : emploi pouvant comporter en outre la participation à des fonctions complémentaires directement liées à son activité sous la responsabilité d'un cadre ou du chef d'entreprise.

Il peut également comporter la nécessité d'assurer la surveillance rapprochée de l'exécution du travail d'un ou plusieurs aides à partir de directives données par l'encadrement ou le chef d'exploitation et de façon accessoire et temporaire, l'organisation du travail en équipe.

Emploi correspondant au référentiel BTA ou équivalent.

Les parties signataires conviennent également que certains emplois peuvent relever, le cas échéant, de la classification-cadre telle que prévue par la convention collective de travail du 15 mai 1977 concernant les exploitations de polyculture et d'élevage et des CUMA de la Moselle et dans les conditions prévues par celle-ci.

Article 3

Horaires de fin de journée

Sans préjudice des dispositions des articles L. 213-1 et suivants du code du travail régissant le travailleur de nuit et de façon exclusive pour les activités entrant dans le champ d'application de la présente annexe tel que défini à l'article 1^{er}, les horaires de travail se situant entre 22 heures et 7 heures donnent lieu à une majoration de 15 %.

Cette majoration ne se cumule pas avec les majorations relatives au paiement des heures supplémentaires.

Article 4

Rémunération du travail du dimanche et des jours fériés

Article 4.1

Dimanches travaillés

De façon exclusive, pour les activités entrant dans le champ d'application de la présente annexe, et compte tenu de leur caractère habituel lié au bon fonctionnement de l'entreprise, les heures de travail effectuées le dimanche ne sont pas majorées.

Article 4.2

Jours fériés travaillés

Article 4.2.1

1^{er} Mai travaillé

Le salarié qui travaille le 1^{er} Mai reçoit, en plus de la rémunération de ses heures de travail, l'indemnité qui lui serait versée pour le chômage de ce jour férié.

Article 4.2.2

Autres jours fériés travaillés

Lorsque les autres jours fériés travaillés tombent un dimanche, ceux-ci ne sont pas majorés.

Par contre, lorsque ces jours fériés sont travaillés un autre jour que le dimanche, ceux-ci donnent lieu à une majoration de 15 %.

Cette majoration ne se cumule pas avec les majorations relatives au paiement des heures supplémentaires et avec celle prévue dans le cadre des horaires de fin de journée.

Article 5

Repos quotidien et hebdomadaire

Le salarié devra bénéficier d'un repos quotidien d'une durée minimale de 11 heures consécutives.

De même, pour les activités entrant dans le champ d'application de la présente annexe, et quels que soient son temps de travail et la nature de son contrat, le salarié devra bénéficier d'un repos hebdomadaire de 24 heures consécutives.

Ce repos pourra être pris un autre jour que le dimanche selon les modalités fixées par les dispositions de l'article L. 714-1 du code rural.

Article 2

Les dispositions du présent avenant prennent effet le 1^{er} jour du mois suivant la publication de l'arrêté d'extension au *Journal officiel*.

Article 3

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui sera déposé au service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles de la Moselle, à Metz.

Fait à Metz, le 6 juillet 2007.

(Suivent les signatures.)